



Alors qu'un grand plan de santé a été annoncé par le gouvernement le 11 juin dernier, notre Collectif 37 « Notre Santé en Danger » souhaite alerter sur la situation de la psychiatrie en Indre et Loire.

Nous voulons de réels moyens pour la psychiatrie et non des mesures gadgets sans moyens. Rappelons que le CHRU de Tours dans le cadre de sa restructuration a prévu de regrouper les psychiatries sur un seul site en supprimant 84 lits.

Nous avons déjà eu un avant-goût des conséquences avec l'inclusion d'un service de géronto- psychiatrie au sein de l'unité de psychiatrie D à Bretonneau. Le personnel en grève depuis le 2 juin s'était rassemblé le 5 juin pour protester contre cette désorganisation et destruction de leur environnement de travail. Pas de bureau pour les géronto psychiatres, pas de moyens matériels et le remplacement d'une infirmière par une aide-soignante. Cette désorganisation ne peut pas permettre une bonne prise en charge ni des patients adultes de cette unité, sachant qu'il manque des places en psychiatrie adulte, ni des nouveaux patients qui ont des besoins spécifiques liés à leur âge.

Concernant les enfants, la situation est encore plus catastrophique du fait du manque de pédopsychiatres. : Il faut attendre 2 ans pour une prise en charge par le CMP pour enfants, et Clocheville ne peut plus assurer les urgences pédopsychiatriques. Alors que de plus en plus d'enfants et d'adolescents souffrent de troubles psychiques, cette situation plonge les familles dans une grande détresse, car c'est sur elles, et souvent sur les mères, que repose la prise en charge, alors même que ces parents sont souvent totalement dépassés par la situation. Dans les écoles, les professionnels (AEVS, professeurs ...) qui doivent accueillir des enfants parfois très violents, (pour eux-mêmes ou pour les autres), dans la cadre de la politique d'inclusion, se retrouvent démunies et les réponses de la hiérarchie sont totalement inadaptées, témoignant de leur totale méconnaissance des pathologies psychiques des enfants. C'est finalement tout le monde qui est maltraité : enfants, parents, professionnels. Il n'y a pas de réponse pour un enfant qui fait une tentative de suicide. Le repérage ne donne pas de solutions s'il n'y a rien derrière pour la prise en charge.

C'est pourquoi les annonces faites par le ministère de la santé sur la santé mentale sont très loin d'être à la hauteur de la situation déplorable dans laquelle se trouvent familles et professionnels, et nous partageons totalement les termes du communiqué de la Coordination Nationale.

Nous demandons de véritables moyens pour la psychiatrie et non des mesures qui ne visent qu'à reporter sur des non-professionnels et en fin de compte sur les parents ou l'entourage, la prise en charge des troubles psychiques ou psychiatriques.